

(RE)PENSER LES ONGI POUR UNE SOLIDARITÉ RÉCIPROQUE, LÉGITIME ET DÉCOLONIALE



Cette fiche synthétise les échanges entre pairs qui ont eu lieu lors d'une table ronde organisée par le FRIO de Coordination SUD le 27 novembre 2025, consacrée aux enjeux de partenariats équitables, actions dirigées localement et décolonialité.

📍 CONTEXTE

Les ONG internationales (ONGI) – ainsi que le secteur de la solidarité internationale – sont mises au défi en interne et en externe. Elles sont, d'une part, **questionnées dans leur éthique** à l'issue d'accusations de racisme et de violences sexistes et sexuelles, **remises en cause** face aux demandes renouvelées des sociétés civiles pour « décoloniser » **les partenariats et redonner plus de pouvoir aux acteur-ices locaux** ; bouleversées par ailleurs par la montée des nationalismes, la réduction de l'aide publique au développement (APD) et l'affaiblissement du multilatéralisme. Si jusqu'à présent les ONGI étaient reconnues comme des actrices incontournables de la construction de la paix et de la résilience, **ces pressions accumulées avec force depuis 2022 rebattent les cartes et interrogent leur rôle**. Ainsi, **comment « faire place et trouver sa place » en tant qu'ONGI** pour concourir à un système de la solidarité internationale plus juste et équitable ? Quels positionnements institutionnels et partenariaux adopter ? Quelles réorganisations internes conduire pour les appliquer ?





POINT SÉMANTIQUE : CONCEPTS ET ORIGINES



Les interventions montrent la nécessité d'une compréhension commune des termes **localisation, shifting the power, décolonialité** et l'une des bases, c'est le désapprentissage. //

Dr De-Joseph Kakisingi, Président de la CONAFOHD

Parfois méconnus, souvent mal connus ou tantôt maîtrisés de manière consciente ou inconsciente par les ONGI, ces notions nécessitent une mise en musique stratégique et institutionnelle personnalisée.

« Localisation de l'aide » : une première pierre

Consacrée en 2016 par le *Grand Bargain* – accord initial entre les principaux donateurs et des agences onusiennes – elle renvoie à un **processus visant à donner plus de pouvoir, de responsabilités et de financements** aux acteurs et actrices locales (AL). Bien que 51 engagements soient affichés, l'accord est souvent restreint à celui attribuant 25% de financements directs aux AL, limitant sa portée transformative. Pour pallier ces insuffisances et apporter une nuance, les AL préfèrent parler **d'actions dirigées localement et de leadership local**¹.

UN ACCORD CRITIQUÉ PAR LES POUR LES ACTEUR.ICES LOCAUX POUR :

- La confusion qu'il crée dans la **non-définition universelle de termes** comme celui « d'acteur-ices locaux » - ouvrant la porte aux bureaux pays des ONGI de se considérer comme tels ;
- L'intention axée sur la capacité des organisations internationales à céder du pouvoir plutôt que de considérer les AL au centre des mécanismes de coordination ;
- Son **manque de questionnement systémique et structurel des rapports de pouvoirs**. *

*Liste non exhaustive

Shifting the power : un pont vers la décolonialité

Émergent depuis les années 2010 – notamment poussé par NEAR², le courant *Shifting the power* (Transférer Le Pouvoir) fait référence à une **transformation des relations de pouvoir dans les partenariats** de l'international au local et national : **transfert de la décision, accès direct aux ressources, définition locale des priorités, renforcement de l'autonomie stratégique des organisations locales et nationales**.

Guidé par 6 principes, il est mis en application par un consortium de 55 ONG locales et 6 ONGI entre 2015 et 2016. Le courant se concentre sur les partenariats réciproques, équitables et durables au-delà des projets. Il intègre une vision plus politique et structurelle de la localisation avec la dimension de justice et d'équilibre dans les relations partenariales.

Décolonialité : une approche systémique

La décolonialité renvoie au **démantèlement des logiques, des imaginaires et des attitudes héritées du colonialisme**, qui continuent d'organiser la solidarité internationale. Cet agenda a émergé parmi les militant-es et les universitaires d'Amérique centrale et du Sud dès 1960. Elle peut opérer à trois niveaux : structurel, institutionnel et individuel et questionne au-delà des partenariats, à savoir l'interne des ONGI. La décolonialité implique un travail de **réflexivité sur les rapports de domination notamment le racisme**, une transformation des postures professionnelles, et une reconnaissance de l'expertise/des savoirs situés.

1. 2022, Peace Direct, Discussion paper, *Localisation and Decolonisation: the difference that makes the difference*, UK, 2022.

2. <http://www.near.ngo/who-we-are>



L'EXPÉRIENCE DES ORGANISATIONS

Constats de départ



Présente dans 57 pays, Action contre la Faim, a **progressivement pris conscience du rôle central**

de la « **localisation** » dans sa stratégie, son mandat social, son organisation et son modèle socio-économique. Cette prise de conscience a été lente et parfois confuse, la « localisation » ayant **longtemps été réduite au simple partenariat ou à la nationalisation des postes**. Peu à peu, l'ONG a compris qu'elle concernait aussi la communication, le plaidoyer, les achats et la manière de travailler avec les acteur-ices locaux sur tous ces aspects. Des éléments déclencheurs, comme la lettre d'OSC ukrainiennes et les retours critiques des bureaux pays d'ACF, ont révélé un **manque de vision et d'outils**. À partir de 2023, **l'impulsion de la gouvernance** a permis d'engager un diagnostic interne pour évaluer perceptions, pratiques, peurs et opportunités liées à la « localisation ».



ESSOR ONG mène des projets de développement en partenariat avec des organisations locales dans

6 pays. **L'approche partenariale** est un pilier essentiel de la stratégie d'ESSOR depuis sa création. Présente historiquement au Brésil, l'ONG prend conscience d'évolutions marquantes et de **relations partenariales au-delà des projets**, questionnant son approche jusque-là opérationnelle. Bien qu'un parcours du partenariat et différentes approches aient été développés, **ESSOR a souhaité institutionnaliser et harmoniser une vision du partenariat** pour toutes ses **parties prenantes** ; **et une approche flexible adaptée aux contextes historiques et différenciés** des pays lusophones comme francophones dans lesquels elle travaille.



Créé en 1994 pour répondre aux besoins de base des populations, Initiative Développement œuvre dans 10 pays aux

côtés d'acteur-ices de changement social, environnementaux et économiques. Cet ancrage lui permet d'être partie prenante des écosystèmes, au plus près des initiatives qu'elle souhaite renforcer. **L'émergence et la structuration des sociétés civiles est fixé comme un objectif transversal** de son plan stratégique 2012-2016. En réponse, ID se professionnalise dans le **renforcement de capacités des organisations**, volonté qu'elle entérine avec **la création d'un pôle dédié** à la suite d'un premier FRIO : « Pôle Accompagnement et renforcement des acteurs ». Elle prend conscience que **le renforcement de l'autonomie des acteur-ices est un métier à part entière** dont l'expertise, la méthode et la posture se distinguent de celles d'un partenariat adossé à un projet.



La Cimade a centré son **objet social sur l'autodétermination des peuples**, dans le mouvement altermondialiste et décolonial de 1960. Initialement investie dans des projets de développement, elle a toujours veillé à travailler avec des partenaires (sans bureaux et staff pays). Elle **recentre ses activités en France** sur les questions migratoires dès 2000. Cette décision s'inscrit dans un contexte politique français et européen de durcissement des discours, l'enjoignant à **développer le plaidoyer**. Elle prend conscience d'un **besoin d'alignement avec ses projets** de développement, couplé à **l'émergence d'OSC en Afrique du Nord et de l'Ouest actives** sur les mêmes questions. La **transition du développement au profit des consortiums d'apprentissages mutuels** se concrétise. En 2018, les violences policières en France et leur impact sur les publics qu'elle soutient la poussent à appréhender une **approche systémique**, dont les enjeux anti-racistes sont le fondement.

Démarche et résultats

ACF	ESSOR ONG
<p>PROCESSUS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> → Diagnostic interne « Connaissances, Attitudes et Pratiques » et externe (évaluation par les partenaires, cartographie) → Tracking de la part de financements transférée aux partenaires locaux et nationaux → Implication dans les politiques de localisation d'ACF International et participation à des groupes de travail externes pour s'inspirer des autres → Formation interne sur les actions anticipées → Ateliers de restitution et réflexion regroupant gouvernance, direction, équipes siège et pays (équipes nationales et expatriées) → Exercice de projection à horizon 2035 pour chaque métier aboutissant à un positionnement voté en CA : définition des termes « localisation » et « acteur-ice local-e et national-e », formulation de 9 engagements comprenant 3 échelles (pratique, optimale, transformative) avec précision de celle visée <p>Décolonialité</p> <ul style="list-style-type: none"> → Revue documentaire sur la décolonisation, glossaire, fiches synthétiques par fonctions (RH, financement, communication) → ACF s'investit et se confronte à l'externe sur le sujet : participation aux Universités d'Automne de l'Humanitaire (UAH) du Groupe URD sur la décolonialité et publications dans des revues. → Formation de l'équipe Recherche sur la science ouverte et la justice épistémique décoloniale 	<p>PROCESSUS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> → Constat de partenariats très avancés et non uniquement opérationnels au Brésil, avec des relations « gagnante-gagnante » entre l'ONG et ses partenaires → Diagnostic des partenariats au Mozambique et de la dynamique de la relation de partenariat par le Coordinateur Pays Brésil → Sollicitation d'un accompagnement FRIO pour harmoniser une politique partenariale durable → Conduite d'un diagnostic interne des pratiques partenariales : mesure de l'auto-perception d'ESSOR et perception des partenaires → Ateliers participatifs sur les valeurs de l'organisation et le parcours du partenariat → Analyse comparative des différents partenaires
<p>EFFETS ET CHANGEMENTS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> → Priorisation d'un positionnement « pratique » sur la « localisation », intégré à la stratégie mission sociale pour une adhésion du collectif → Partage du pouvoir, de la prise de décision et des ressources avec les acteur-ices locaux et nationaux → Garantir une contextualisation et que les actions soient aussi locales que possible et aussi internationales que nécessaire → Dans certains contextes, ACF devra poursuivre ses activités de mise en œuvre directe conjointement à ses objectifs de « localisation » et de partenariat local → Reconnaissance d'un changement à porter en interne au sein de la gouvernance 	<p>EFFETS ET CHANGEMENTS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> → Premiers enseignements (accompagnement encore en cours) : ESSOR ONG a une vision plus critique d'elle-même que ses partenaires → Changement de vision sur le cycle du partenariat : d'une vision en escalier à une vision plus cyclique → Volonté de sortir de la relation technique et opérationnelle pour un partenariat plus stratégique, de collaboration → L'entrée par les valeurs de l'organisation permet d'appréhender une meilleure collaboration avec les partenaires : comment opérationnaliser les valeurs de l'organisation à travers les partenariats et jusqu'où aller ?

Démarche et résultats

La Cimade	Initiative Développement
<p>PROCESSUS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Refonte du pôle solidarité internationale (FRIO en 2014) : valeurs, mission, principes et critères partenariaux ➔ Développement d'outils pédagogiques et de formations internes pour transversaliser la solidarité internationale (SI) dans les activités ➔ Élaboration d'une feuille de route déclinant les nouvelles orientations stratégiques et partenariales ➔ Révision des fiches de postes et réorganisation interne : valorisation des compétences de gestion de projets existantes vers le politique et l'analytique <p>Décolonialité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ 2018 : l'organisation prend conscience qu'elle doit s'interroger sur ses propres postures pour mieux accompagner les publics et défendre les thématiques ➔ Formations des équipes du pôle SI sur le racisme structurel, les partenariats et la décolonialité, (dont une prévue en 2026) ➔ Espaces de sensibilisation et de discussion en lien avec les questions coloniales au-delà du pôle SI. ➔ 3 jours de travail sur la déconstruction des postures lors des rencontres nationales 	<p>PROCESSUS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Diagnostics et accompagnements successifs (FRIO entre 2011–2015) structurant une stratégie partenariale et d'accompagnement ➔ Création et montée en puissance du Pôle Accompagnement et Renforcement (PAR – 2013), avec 1 ETP partagée à une fonction Desk. ➔ Formation et sensibilisation au changement du cœur de métier ➔ 2015 – 2017 : développement de l'expertise du pôle PAR grâce à la modélisation d'une posture d'accompagnement transversale. (AOC-MS) ➔ 2017 – consolidation d'un continuum dans le renforcement des acteur-ices : des acteurs individuels à l'intégration des actions de renforcement institutionnel et organisationnel (ROI) dans les projets, à la demande du partenaire. Mise en place d'un équivalent du dispositif FRIO auprès de ses partenaires ➔ Dissémination des approches progressivement dans la quasi-totalité des projets grâce à un soutien de l'AFD ➔ Décentralisation de l'expertise du PAR dans les pays : création de postes de chargé-es d'accompagnement et référent-es accompagnements au niveau transversal pays.
<p>EFFETS ET CHANGEMENTS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Repositionnement dans le collectif Loujna Tounkaranké : émancipation de l'approche projet et autonomisation du collectif. ➔ Recentrage sur l'action politique en France et en Europe, nourrie par les solidarités internationales, dans le relai de message de plaidoyer ➔ Évolution de posture dans les partenariats : de bailleur à relai, avec transformation des métiers sans renforcement RH mais en favorisant l'évolution interne <p>Décolonialité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Appropriation d'une approche systémique des thématiques défendues (migrations, violences policières) entraînant un renouvellement des connaissances en matière de décolonialité, lutte contre le racisme et conscientisation des rapports de pouvoir ➔ Travail en cours sur l'histoire de l'organisation pour réaffirmer son identité anti-raciste 	<p>EFFETS ET CHANGEMENTS</p> <p>Actions dirigées localement et partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Évolution de la posture partenariale : entre le partenariat / le renforcement. Distinction entre contractualisation projet et contractualisation stratégique ➔ Transformation stratégique de l'organisation vers l'autonomie des partenaires. ➔ Évolution des fonctions support (finance, RH, montage de projets) vers le renforcement des capacités. Les postes d'accompagnement requièrent un lien de confiance qui ne peut pas être conjoint avec le partenariat financier. ➔ Réorganisation interne du siège : l'organisation opère une décentralisation des projets. Le siège se recentre sur l'expertise thématique et le renforcement des acteur-ices. Vers un portage progressif de responsabilités dans les projets par les partenaires. ➔ Depuis 2020, développement de prestations de services sur les approches du PAR et enjeu d'essaimage des approches

Questionnements et transformations

→ La « localisation » n'est pas une fin en soi et doit être contextualisée

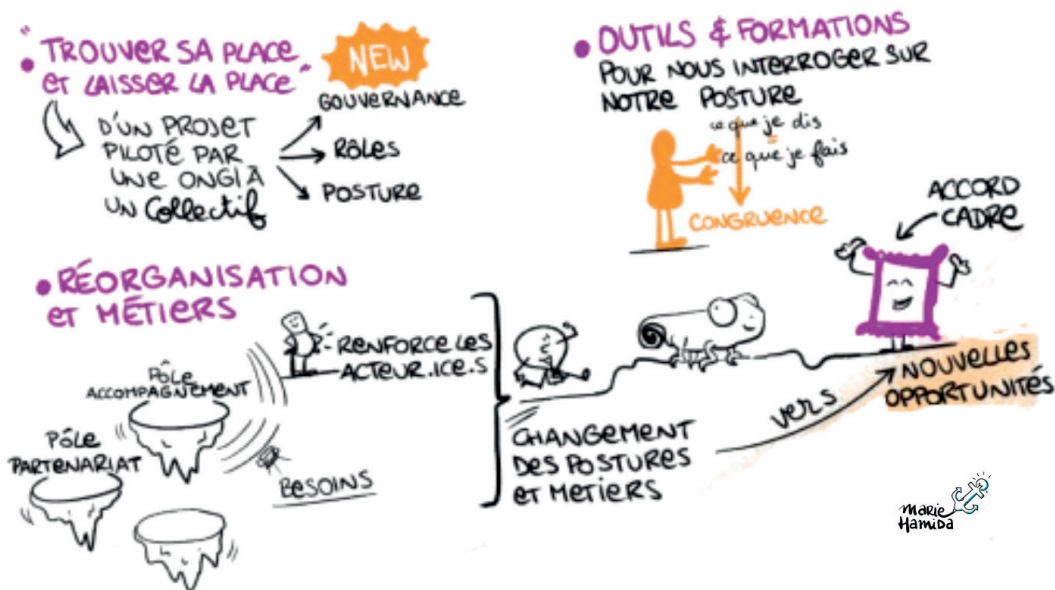
La « localisation » est un processus complexe qui doit être adaptée au contexte de chaque pays. Il n'existe pas de démarche universelle. Cela signifie que les ONG doivent être prêtes à adapter leurs approches et leurs stratégies en fonction des besoins spécifiques de chaque pays. Cette démarche renvoie à pousser pour l'autonomie des acteur·ices locaux mais cela n'exclut pas la coopération. Le partenaire une fois autonome peut agir de manière indépendante dans les réseaux de coopération et de soutien mutuel.

→ La décolonialité implique un questionnement systémique et individuel

La décolonialité ne se limite pas aux relations entre ONG. Elle doit également être intégrée à l'intérieur même des organisations. Cela implique que les ONG s'engagent à examiner et à questionner leurs propres structures, pratiques et cultures institutionnelles. Ce processus nécessite également une réflexion sur les dynamiques de pouvoir à l'échelle individuelle, pour mieux comprendre et déconstruire le racisme systémique, les rapports de domination et les enjeux liés à l'intersectionnalité.

→ Le contexte externe peut être un catalyseur de changement

Les organisations ont pu être poussées dans leur stratégies d'actions dirigées localement par une coupe de financement, une remise en cause de l'accès à des territoires, des réclamations d'OSC de plus en plus fortes. La réduction de l'espace civique et la baisse drastique de l'aide publique au développement doivent être pensées conjointement avec les actions dirigées localement. La crise actuelle confirme que ces enjeux sont une condition de durabilité pour les ONGI.

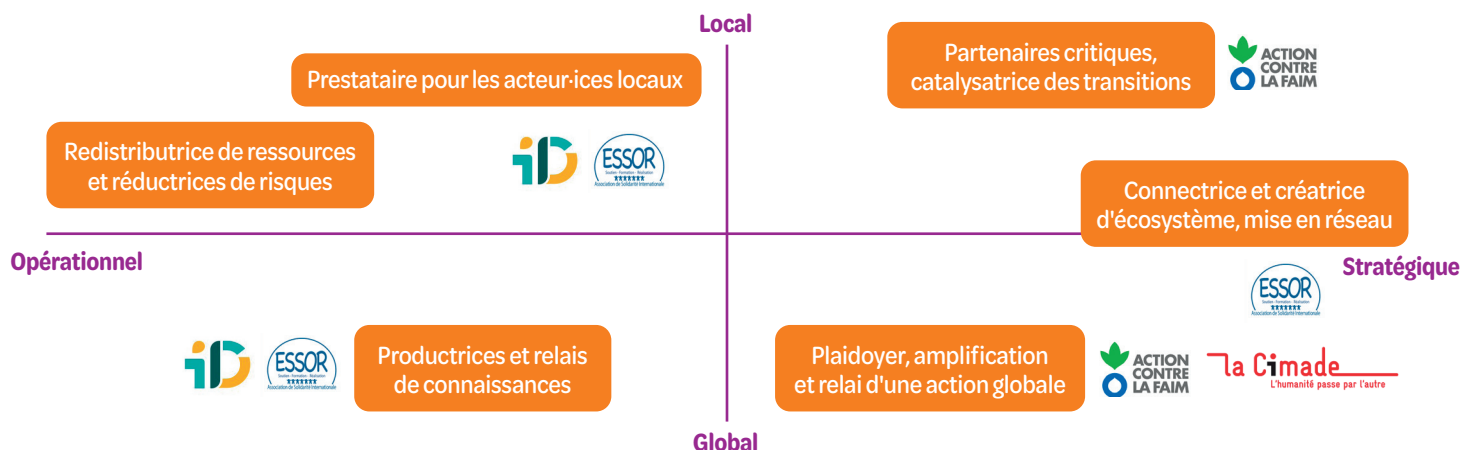


Les ONG internationales perdent de leur pertinence et devraient se concentrer sur la montée en capacité des organisations locales et la mobilisation de ressources pour celles-ci. Mais les ONG internationales sont affaiblies, et ferment leurs opérations. Alors qu'**il aurait été préférable que les ONG du Nord et du Sud collaborent**, plutôt qu'elles se retirent.

Une OSC locale, tête de réseau d'associations. Étude sur les impacts des coupes dans l'APD, Coordination SUD, 2025

→ Les ONGI doivent évoluer et transformer leurs rôles au regard des besoins des acteur-ices locaux/nationaux

Les différents parcours autour des enjeux de partenariats, actions dirigées localement et décolonialité laissent entrevoir les différents rôles que les ONGI seraient amenés à occuper dans un secteur de la solidarité internationale transformé. Coordination SUD propose une fusion de rôles formulés dans différentes littératures :



Connectrices et créatrices d'écosystèmes

Dans de nombreux pays, les sociétés civiles sont souvent fragmentées, empêchant les OSC de collaborer entre elles ou avec les instances nationales et internationales. Les ONG internationales jouent alors un rôle d'intermédiaire, facilitant la mise en réseau entre le local et l'international, mais également horizontalement entre acteur-ices locaux. L'exemple d'ESSOR au Brésil illustre cette dynamique : ses partenaires locaux et nationaux se regroupent en consortiums, collaborent entre eux et gagnent en autonomie dans l'élaboration de projets.

Productrices et relais de connaissances

Si l'expertise à l'échelle locale existe souvent, les acteur-ices locaux et nationaux disposent rarement du temps ou des ressources pour identifier, adapter et mobiliser ces connaissances de manière optimale à d'autres échelles (régionale/internationale). Les intermédiaires, tels qu'ID ou ESSOR, peuvent jouer un rôle clé pour combler cet écart : en facilitant le partage de connaissances entre pays ou régions des pays à faible/moyen revenu, en produisant et diffusant des savoirs issus du travail qu'elles soutiennent, et en contribuant à la démocratisation des données, par exemple en aidant à créer des plateformes locales permettant aux communautés de suivre et d'influencer les politiques qui les concernent.

Prestataires pour les acteur-ices locaux

Les ONGI peuvent intervenir comme appui technique, à l'image d'ID ou ESSOR, au service des acteur-ices locaux et nationaux, financés par ces derniers. Elles offrent ainsi une prestation possible grâce à la reconnaissance de l'expertise acquise. Cette prestation peut prendre la forme d'un accompagnement méthodologique ou encore un soutien à la planification et au suivi de projets et de plaidoyer. Elles apportent également un appui technique dans des secteurs thématiques tels que la santé, et peuvent se structurer comme des acteurs hybrides ou des consortiums combinant ONGI, centres de recherche et cabinets de conseil.

Alliances globales amplificatrices

Des ONGI comme La Cimade et ACF jouent un rôle clé dans le plaidoyer et l'amplification de la voix des OSC locales et nationales, en établissant des alliances entre acteur-ices et des passerelles entre les actions menées en France et celles à l'international. Elles utilisent leur accès privilégié aux donateur-ices et aux institutionnels pour soutenir les acteur-ices locaux en renforçant leur influence et en encourageant une évolution des modèles de financement. Parallèlement, elles mobilisent leur position pour mener des projets sur leur territoire national et/ou influencer les gouvernements et le secteur privé en faveur de politiques équitables et cohérentes, dans le cadre de la réponse à des enjeux globaux : climat, biodiversité, eau, migration, etc.

Catalysatrices de transition, partenaires critiques

Certaines ONGI, comme ACF avec ses actions anticipées sur sept pays, jouent un rôle de catalysatrices de transition en acceptant que leur mission consiste principalement à accélérer l'autonomie locale. Leur importance réside dans l'accompagnement et le soutien pendant cette phase. Le succès se mesure à leur capacité à créer des conditions dans lesquelles leur intervention n'est plus nécessaire.

Mobilisatrices de ressources

Les ONGI se positionnent comme des intermédiaires pour redistribuer les ressources ou aident leurs partenaires à accéder aux financements et à les gérer, à combler leurs lacunes en matière de connaissances et à réduire les risques.

Les nouveaux rôles évoqués précédemment s'inscrivent dans une reconnaissance d'écosystèmes locaux riches en interactions et soutiens pour les OSC locales et nationales. À titre d'exemple, la dernière étude conduite par le dispositif FRIO a interrogé via une enquête des OSC locales et nationales partenaires d'ONG françaises. Celles-ci se tournent naturellement vers leurs institutions et pairs dans leurs pays. Elles s'identifient d'abord de la solidarité locale, puis de la solidarité régionale transnationale et en dernier à une solidarité internationale.

Si vous avez besoin d'appui, vers qui vous tournez-vous pour répondre à ces besoins ?*

1. des institutions partenaires	60%	7. votre partenaire hors France	24%
-. des pairs : organisations...	60%	-. votre partenaire en France	24%
3. des prestataires privés	44%	8. des dispositifs de renforcement OSC	12%
4. plateforme nationale de votre pays	36%	9. mécènes	8%
5. des collectivités	32%	10. Autre	4%
6. personne	28%		

* Question à choix multiples. Pourcentages reflétant la part d'OSC locales et nationales ayant sélectionné chaque acteur-ice

LES BONNES PRATIQUES

✓ La compréhension des termes employés est essentielle

La vulgarisation sur la définition des trois enjeux

- (confusion avec nationalisation des postes, vision restreinte aux partenariats, etc.) permet une meilleure compréhension du sujet et de la posture (déconstruction des réticences et des peurs par la pédagogie).

La conduite du changement est un processus long qui nécessite des étapes

- L'importance de trouver des points de convergence est cruciale pour mettre d'accord celles et ceux qui estiment que les changements seraient trop ou pas assez ambitieux. Pour cela, un portage clair et assumé par la direction et la gouvernance est un point de bascule.

La « localisation » doit être une démarche collective

- Comme le précisait Dr Kakinsingi de la CONAFOHD, il doit y avoir une centralité de la localisation dans les activités des ONG, nécessitant une approche collective et inclusive. Cela signifie que les ONG doivent être prêtes à adapter leurs approches et leurs stratégies en fonction des besoins spécifiques de chaque pays. L'approche doit concerner l'ensemble de la structure car elle nécessitera une adaptation organisationnelle de tous les services et métiers.

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Coordination SUD (2025), Construire autrement la solidarité internationale. Des Organisations de la Société Civile (OSC) locales et nationales en quête d'approches nouvelles, sur mesure et de partenariats horizontaux pour mieux se renforcer s'adapter, résister, et se transformer. FRIO, Coordination SUD, décembre 2025, France.

Coordination SUD (2025), Poursuivre, s'adapter ou se réinventer face à des vents contraires. Quelle(s) capacité(s) d'agir pour les Organisations de Solidarité Internationale dans un contexte politique et géopolitique qui met en cause leur légitimité ?, Fonction veille & prospective, ONGLAB, Coordination SUD, octobre 2025, France.

Forus International (2025), Libérer le pouvoir de la localisation et des partenariats multipartites pour sauver les ODD, juin 2025, France.

Juris Association (2026), Solidarité internationale – La fin d'une époque, Dalloz Revues, mars 2026, France.

Partos (2022), La décolonisation de l'aide au développement (Partie 1, Partie 2, Partie 3), Pays-Bas.

Peace Direct (2023), Les 9 rôles que les intermédiaires peuvent jouer dans la coopération et la collaboration internationale, janvier 2023, Grande-Bretagne.

WACSI (2023), Décolonisation de l'aide – Perspectives de la société civile d'Afrique sub-saharienne francophone, mai 2023, Ghana.



Cette table ronde a été proposée par le Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) de Coordination SUD. Retrouvez toutes les informations sur le FRIO et les capitalisations et partages d'expérience à la suite des accompagnements : <https://www.coordinationsud.org/frio>

En partenariat avec



Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Créée en 1994, Coordination SUD est la plateforme nationale de plus de 180 ONG françaises de solidarité internationale. Elle mène des actions d'appui et de renforcement, de plaidoyer, de veille & prospective.

Cette publication bénéficie du soutien de l'AFD. Les idées et les opinions qui y sont présentées n'engagent que leurs auteur-es et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'AFD.